

Qui veut virer le C2RMF et ses agents ?

N'est-il pas indécent, en plein crise économique, faire le choix de jeter par les fenêtres plus de 40 millions euros d'argent public ? Comment explique-t-on cette situation alors que les budgets de la fonction publique sont en baisse et qu'il existe déjà un Centre qui fonctionne ?

Notre direction s'est toujours plainte des rumeurs. Mais face à l'absence d'information, elle ne peut pas empêcher les personnels de penser au pire. Depuis plus d'un mois, elle dispose du rapport de M. Pomarède. Elle a toutefois toujours refusé de le communiquer à l'ensemble du personnel. Conséquence, selon les départements et les filières, ce rapport circule ou non parmi les personnels. C'est intolérable. Et cela ne va certainement pas dans le sens de l'unité du service proclamée.

Dans son rapport, M. Pomarède présente le futur centre de réserve de Cergy-Pontoise, rebaptisé pour l'occasion, Centre d'Étude, de Conservation et de Restauration du Patrimoine (CECRP). Il s'agit d'un ensemble de positions de principe, dénuées de toute donnée factuelle, et de formules creuses. M. Pomarède pose le problème de la recherche, d'une nouvelle manière : *vous êtes excellent, mais avons-nous besoin de vous et d'une telle structure ?* Dès le début du dossier, la direction du C2RMF avait décidé de s'incliner devant la direction du Louvre.

Le musée du Louvre souhaite conserver des laboratoires et des ateliers de proximité uniquement pour ses besoins propres. Dans le même temps, le rapporteur préconise le rattachement de la structure de préfiguration du CECRP au musée du Louvre. (quid de la super direction générale des patrimoines ?). Ainsi le Louvre aurait la haute main sur la politique de conservation, de restauration et de recherche concernant le patrimoine en France. Le but est louable, de concentrer les actions, les missions et les recherches du CECRP vers les œuvres elles-mêmes. Laisant par là entendre que les œuvres sont actuellement négligées. Il faut dire que pour le rapporteur, l'argument le plus sérieux pour conserver des activités de recherche au Louvre serait une question de gros sous, car, évidemment, l'intérêt des scientifiques pour un programme est proportionnel au financement qu'ils peuvent en retirer.

Le fait que les programmes scientifiques résultent de la collaboration entre conservateurs et personnels de recherche et cherchent d'abord et avant tout à répondre à des questionnements scientifiques clairement identifiés ne semble pas effleurer le rapporteur. On comprend alors pourquoi il refuse de donner son opinion quant à l'avenir de l'UMR171 et d'AGLAE. Il est clair que notre dernier rapporteur ne sait pas ce que apporte l'UMR171 et ni à quoi sert d'AGLAE. Ce n'est pas de sa faute.

N'ayant jamais eu l'occasion de travailler avec le C2RMF, il en est réduit à lire et compiler les rapports que lui délivre notre direction. Ce n'est pas un hasard si la partie la plus détaillée est celle dédiée au département de la documentation. Si vous êtes bien vu par notre direction vous serez bien placé au CECRP... Quelles méthodes !

Nous avons plusieurs fois réclamé une vraie réflexion sur la politique de recherche et de restauration des œuvres du patrimoine. C'est dans ce cadre que mardi 11 mai, la CGT-Culture et le SNTRS (syndicat CGT de la recherche) se sont rencontrés pour mettre en place un plan de travail commun sur les conséquences du rapport de Vincent Pomarède et plus généralement sur la place de la filière et les personnels de recherche au sein du ministère de la Culture. N'oublions pas qu'à un moment la filière recherche valait entre la filière documentaire ou la conservation. Pour le moment, ce sujet est mis de côté mais RGPP oblige il reviendra à l'ordre du jour une fois que le C2RMF sera éclaté.

Depuis des années, le secteur de la recherche est mis à mal au sein du ministère de la culture, la RGPP n'arrangeant rien. La manière dont est traité le dossier du CECRP participe à cette déliquescence du secteur de la recherche. En poussant les chercheurs du C2RMF « Culture et CNRS » vers la porte, nos responsables veulent-ils se dédouaner de l'échec annoncé du CECRP ? Cette attitude est irresponsable. Nous encourageons tous nos collègues à continuer à travailler et à monter des projets, et surtout à ne pas se laisser abattre. Nous lutterons pour le maintien du CNRS à travers l'UMR171 et pour le développement de la recherche sur la restauration et la conservation. Nous avons beaucoup échangé avec le responsable du département de recherche. Aussi nous avons eu des échanges et des rencontres très utiles avec les responsables de recherche et de la restauration et de la conservation car il fallait trouver d'autres interlocuteurs à partir du moment où notre direction n'a pas jugé utile de nous recevoir, ne serait-ce que pour comprendre les inquiétudes de ses agents. Nous l'avons saisie publiquement.

Dès à présent, une délégation constituée de représentants syndicaux du CNRS et du MCC a obtenu une audience auprès du directeur CNRS de l'UMR 171. A la suite de laquelle, cette délégation demandera à rencontrer Messieurs Béval et Dessaux, ainsi que le cabinet du Ministre.

L'amertume est tellement grande, qu'une bonne partie des collègues nous ont informé qu'ils boycotteraient la réunion du 26 mai et nous demandent d'être solidaire de cette position.

La semaine prochaine, nous organiserons une assemblée générale pour déterminer les moyens à mettre en place- pour sauvegarder cet outil, définir les suites à donner à la pétition BELPHEGOR et enfin quelle attitude doit-on adopter si au mois de juillet si l'UMR 171 et la section chimie ne continuent pas à travailler au C2RMF à partir de 2011.

soutenez nous et signer les pétitions sur:
<http://laboratoiredulouvre.blogspot.com/>